



HAL
open science

La mesure du travail des femmes dans les recensements de la population au tournant du 20e siècle

Victor Gay

► **To cite this version:**

Victor Gay. La mesure du travail des femmes dans les recensements de la population au tournant du 20e siècle. 2024. hal-04737809v2

HAL Id: hal-04737809

<https://hal.science/hal-04737809v2>

Preprint submitted on 25 Oct 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution 4.0 International License

La mesure du travail des femmes en France au tournant du 20e siècle

Victor Gay¹

Chapitre préparé pour *Economistes et historiens, dialogue de sourds ?*, sous la direction d'Alain Trannoy et Arundhati Virmani (Paris : Odile Jacob, à paraître).

Des années 1890 à la Seconde Guerre mondiale, les modes de production connaissent de nombreuses mutations.² On observe en effet une dissociation de la sphère du travail de la cellule familiale, accompagnée d'une extension progressive du travail salarié concernant les hommes mais aussi les femmes. En effet, la part des salariées dans la population active féminine passe de 30 à 44% entre 1891 et 1936—pour les hommes, cette part passe de 34 à 50%. De même, on le verra, la part des femmes dans la population active reste relativement élevée sur cette période—aux alentours du tiers. De tels niveaux sont supérieurs à ceux des années 1950 et 1960, à l'instar d'une tendance sur la longue durée ressemblant à une courbe en U, comme l'ont démontré les travaux de Claudia Goldin sur le cas des États-Unis.³

Au-delà de la place des femmes sur le marché du travail, c'est aussi leur représentation dans les institutions du travail qui change, avec une avance de près d'un demi-siècle sur leurs droits politiques. En effet, dès les années 1907-8, elles peuvent élire les membres des chambres de commerce, sont éligibles aux conseils de prud'hommes, et, pour les femmes mariées, peuvent disposer librement de leur salaire. Dans quelle mesure la nature du travail des femmes a-t-elle changé à l'aune de ces mutations ? À cette question en apparence simple, il ne peut y avoir de réponse tranchée. Car tout autant que le système productif et les modes de représentation du travail, c'est aussi le système de mesure de celui-ci qui se voit profondément rénové au cours de cette période.

Ce chapitre se propose d'étudier l'évolution de la mesure du travail des femmes dans les recensements de la population au tournant du 20^e siècle.⁴ Après avoir discuté l'émergence de la notion de population active et ses implications pour la mesure du travail des femmes, on approchera la question par le prisme des listes nominatives issues du recensement de la population.

1. La mesure du travail des femmes dans les recensements de la population

Sous la Troisième République, le recensement de la population constitue l'outil central de la statistique publique. Cet instrument se trouve alors au cœur des changements dans les représentations de la notion d'activité marchande, et en particulier de l'activité féminine. En effet, la façon dont est comptabilisé le travail des femmes va fortement varier entre les recensements de 1891 et 1906.

¹ École d'Économie de Toulouse (TSE) et Institut d'Études Avancées de Toulouse (IAST), Université Toulouse Capitole, Toulouse, France. Adresse électronique: victor.gay@tse-fr.eu. Les données et codes associés à ce chapitre sont disponibles à <https://doi.org/10.57745/HMCJ7M>.

² Pour un traitement général de ces mutations liées au travail, voir Fabien Knittel, Nadège Mariotti et Pascal Raggi, *Le travail en Europe occidentale des années 1830 aux années 1930* (Paris : Ellipses, 2020).

³ Voir par exemple Claudia Goldin, *Understanding the gender gap: an economic history of American women* (Oxford: Oxford University Press, 1990).

⁴ Pour des approches complémentaires sur l'histoire de la mesure du travail des femmes en France, voir Françoise Battagliola, *Histoire du travail des femmes* (Paris : La Découverte, 2000) ; Sylvie Schweitzer, *Les femmes ont toujours travaillé. Une histoire du travail des femmes aux XIXe et XXe siècles* (Paris : Odile Jacob, 2002) ; Margaret Maruani et Monique Meron, *Un siècle de travail des femmes en France. 1901-2011* (Paris : La Découverte, 2012) ; Marie-Laure Sronek, Sophie Brouquet, Christine Dousset-Seiden et Manuela Martini, « Le travail des femmes, de l'ombre à la lumière » in *Histoire des femmes et du genre. Historiographie, sources et méthodes*, sous la direction de Sylvie Chaperon, Adeline Grand-Clément et Sylvie Mouysset (Paris : Armand Colin, 2022).

L'émergence de la notion de population active

La notion d'activité individuelle dans la sphère marchande n'émerge réellement qu'avec le recensement de 1896.⁵ Avant celui-ci, les individus ne sont caractérisés dans leur activité économique que par le lien de dépendance qui les unit au chef de leur ménage. Cette dépendance est totale dans un premier temps : de 1836 à 1856, seule la profession du chef de ménage est renseignée. Elle est alors attribuée à l'ensemble des autres membres du ménage. Puis, de 1861 à 1891, la notion de population active se précise : elle se compose des chefs de ménage ainsi que des membres du ménage déclarant exercer une profession distincte de ceux-ci. Tous les autres membres – dont les domestiques – sont alors classés parmi la population inactive.

Le recensement de 1896 marque une profonde évolution : à partir de celui-ci, la notion d'activité devient individuelle et le lien de dépendance qui la caractérise passe du ménage à l'établissement de rattachement. Les bulletins individuels du recensement distinguent désormais clairement le travail marchand du travail non marchand via les questions de la partie « Renseignements sur la profession ou l'industrie principale à la date du recensement » du bulletin, et en particulier la question « Quelle est votre profession principale ? ». Les notes explicatives situées au dos du bulletin individuel précisent que « [l]es questions posées ont pour objet de rattacher les personnes exerçant une profession à l'entreprise qui leur fournit *actuellement* les moyens d'existence. Les personnes qui exercent plusieurs professions indiqueront en tête leur profession *principale*, c'est-à-dire celle qui leur prend la majeure partie de leur temps » (italique dans le texte original).

Cette activité marchande peut néanmoins toujours s'effectuer dans le cadre de la cellule familiale. En effet, d'après les notes explicatives du bulletin individuel, l'établissement est défini comme « la réunion de plusieurs personnes travaillant ensemble d'une manière permanente, en un lieu déterminé, sous la direction d'un ou plusieurs représentants d'une même raison sociale. » Elles précisent que « [c]eux qui exercent un métier à domicile, ceux qui ne travaillent sous la direction de personne, doivent se considérer comme chefs d'établissement [...]. S'ils emploient des aides, *même de leur famille*, ils doivent en indiquer le nombre. Ces membres de leur famille doivent alors, bien entendu, indiquer, sur leur bulletin individuel, la profession qu'ils exercent auprès du chef de famille » (italique dans le texte original).

La mesure du travail des femmes

Ces changements dans les modes de classification de la population active ont des implications importantes pour la comptabilisation du travail des femmes. Cela apparaît clairement au regard des mouvements de la population féminine classée comme active au cours de la période 1891-1921 (voir le tableau 1). En effet, entre 1891 et 1896, la population active féminine augmente de près de 2 millions d'individus, passant de 4,6 à 6,4 millions, soit une augmentation de près de 38%. La part des femmes dans la population active augmente ainsi de près de 5 points de pourcentage, passant de 30 à 35%. Elle augmente encore en 1901 en nombres absolus à 6,8 millions, même si la part des femmes dans la population active reste stable.

Les commentateurs du recensement attribuent cette augmentation à une meilleure formulation des questions sur le bulletin individuel ainsi qu'aux nouvelles méthodes de dépouillement des bulletins individuels, réputées plus efficaces – un dépouillement centralisé à Paris au sein de l'Office du travail et réalisé à l'aide de machines à cartes perforées. Par exemple, Arthur

⁵ Pour deux traitements de la question de l'émergence de la notion d'activité dans les recensements, voir Christian Topalov, « Une révolution dans les représentations du travail. L'émergence de la catégorie statistique de « population active » au XIXe siècle en France, en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis », *Revue française de sociologie* 40, n°3 (1999), 445–473 et Agnès Hirsch, « Classer les individus selon leur participation au système productif : les « actifs » et les « inactifs » à la fin du XIXe siècle en France », *Population* 77, n°1 (2022) 117–140.

Fontaine, alors directeur de l'Office du travail, reconnaît que « [d]e 1891 à 1896, le nombre des personnes recensées comme exerçant une profession, ce qu'on appelle la population active, a augmenté de plus de deux millions d'individus. L'accroissement n'est aucunement l'effet d'une diminution du nombre des oisifs, c'est simplement la conséquence de l'amélioration des procédés. Le bulletin individuel a été rédigé de manière à éviter les réponses vagues qui faisaient classer dans la population inactive beaucoup de personnes exerçant réellement une profession » (*Résultats statistiques du recensement des industries et professions en 1896*, tome IV, p.VII). D'autres commentateurs notent que « [l]'écart des nombres proportionnels indique qu'en 1896 un certain nombre de bulletins avaient probablement échappé au dépouillement » (*RP 1901*, tome IV, p.XV).

Cependant, au regard des changements de classification évoqués plus haut, il est clair qu'une large partie de cette augmentation est en réalité le fruit de la comptabilisation de nombreuses femmes exerçant leur activité marchande au sein de leur ménage. Cela provient surtout du fait des femmes d'exploitants agricoles travaillant conjointement avec leur mari ainsi que des femmes exerçant une activité dans le secteur des services domestiques. En effet, entre 1891 et 1896, le nombre de femmes cheffes d'établissements agricoles passe de 700 000 à près de 1,3 million. Elles représentent en 1896 près de 20% de la population féminine classée comme active contre 15% en 1891. De même, près de 740 000 femmes domestiques entrent dans la catégorie de la population active en 1896.

Néanmoins, la mesure de l'activité féminine présente toujours des difficultés pour les statisticiens au tournant du 20^e siècle. Ils notent par exemple que « [l]e classement des femmes est souvent affaire d'interprétation » (*RP 1896*, tome IV, p.15). C'est en particulier le cas des femmes d'exploitants agricoles pour lesquels les rapporteurs du recensement notent qu'ils « ne dispose[nt] pas d'un criterium précis pour le classement des femmes, soit parmi les personnes actives, soit parmi les personnes sans profession, en sorte que ce classement est souvent un peu arbitraire » (*RP 1901*, tome IV, p.17). Cette tension est résolue lors du recensement de 1906 : à partir de celui-ci, les femmes d'exploitants agricoles sont désormais systématiquement comptabilisées comme faisant partie de la population active. On observe alors une augmentation du nombre de femmes classées comme actives de près de 900 000 individus, les femmes représentant 37% de la population active totale. Cette nette augmentation est la résultante directe de la classification des femmes dans le secteur agricole, qui augmente de 800 000 femmes, représentant désormais 29% de la population féminine active en 1906 contre 21% en 1901. Ceci est par ailleurs relevé par les rapporteurs du recensement : « on a été conduit à compter, en 1906, comme patronnes d'exploitations agricoles, un grand nombre de femmes d'agriculteurs qui, cinq ans avant, avaient été considérées comme n'exerçant aucune profession » (*RP 1906*, tome 1, partie 2, p.66) ou encore « [l]a forte augmentation, par rapport en 1901, n'est qu'apparente et provient évidemment de ce qu'aux deux derniers recensements les femmes des cultivateurs ont été rattachés à l'exploitation agricole de leur mari plus fréquemment qu'en 1901 » (*RP 1911*, tome 1, partie 3, p.25).

Le travail des femmes au tournant du 20^e siècle

Une fois la mesure du travail des femmes déconstruite et replacée dans le contexte de sa construction, il devient possible d'utiliser les résultats statistiques des recensements pour évaluer l'évolution du travail des femmes au tournant du 20^e siècle. La partie gauche du graphique représente l'évolution de la part des femmes dans la population active entre 1891 et 1936 pour la France entière ainsi que pour le département de la Haute-Vienne, qui va être étudié plus en détail dans ce chapitre. Les chiffres utilisés sont les chiffres bruts directement issus des recensements. Les conséquences des changements de classification apparaissent clairement pour la période 1891-1906 pour la France entière ainsi que pour la Haute-Vienne, un département où la population rurale – et donc la part des exploitantes agricoles – est relativement élevée.

La partie droite du graphique représente la même évolution mais cette fois-ci en retranchant de la population active les hommes et femmes chefs d'établissement dans l'agriculture. Comme on le voit, cette correction semble remédier aux difficultés liées aux changements de classification, nous donnant une image probablement plus conforme à la réalité pour la période 1891-1906 : une part des femmes dans la population active stable autour du tiers sur la période, mis à part un pic dans l'immédiat après-guerre.⁶ À l'instar d'une tendance sur la longue durée ressemblant à une courbe en U, cette part baissera ensuite dans les années 1950 et 1960 avant de rentrer dans une phase ascendante à partir des années 1970.⁷

L'analyse réalisée à partir des résultats statistiques des recensements de la population a néanmoins pour contrainte de devoir se limiter aux départements. En effet, les volumes des résultats statistiques du recensement de la population ne proposent pas d'informations sur la population active féminine au niveau des unités administratives inférieures—arrondissements, cantons ou communes. L'exploitation des listes nominatives issues du recensement permet de dépasser cette difficulté.

2. La mesure du travail des femmes dans les listes nominatives

L'établissement et le contenu de la liste nominative

La liste nominative est un document qui émane du processus de collecte du recensement de la population. Elle énumère tous les individus présents dans la commune la nuit précédant le recensement et donne un certain nombre d'informations à leur égard—sauf en ce qui concerne la population dite « comptée à part », qui comprend les individus résidant notamment dans les hôpitaux, les prisons et les établissements militaires. Bien que son contenu ait fluctué depuis les recensements du début du 19^e siècle, il s'est stabilisé au début du 20^e siècle. Ainsi, entre 1896 et 1936, la liste nominative donne les informations suivantes : nom, prénom, âge ou année de naissance, commune de naissance, nationalité, lien vis-à-vis du chef de ménage, profession et employeur dans le cas des salariés.

Ces informations proviennent des bulletins originaux du recensement qui ont été retranscrites par les agents municipaux sur les listes nominatives. En particulier, le champ « profession » provient directement de la réponse à la question évoquée plus haut (« Quelle est votre profession principale ? »). Il est néanmoins possible que, lors de la retranscription, les agents aient imposé leurs propres représentations de la nature du travail féminin à l'encontre des instructions de l'administration centrale—en classant par exemple certaines femmes d'exploitants agricoles comme n'ayant pas de profession après 1906. Il convient ici d'insister sur le fait que l'établissement des listes nominatives était décentralisé, contrairement à l'établissement des statistiques issues du recensement, qui lui était centralisé à Paris à l'Office du travail. Il est donc probable que les deux sources produisent des visions divergentes de la participation des femmes aux activités marchandes, bien qu'initialement basées sur les mêmes documents—les bulletins issus du recensement de la population.

Les listes nominatives de Haute-Vienne en 1911 et 1921

Afin d'illustrer les apports (et les limites) de l'utilisation des listes nominatives pour appréhender le travail des femmes, nous exploitons les listes nominatives de 37 communes de Haute-Vienne issues

⁶ Pour une approche historique sur les liens entre la Première guerre mondiale et le travail des femmes, voir Françoise Thébaud, *Les femmes au temps de la Guerre de 14* (Paris : Payot, 2013 [1986]). Pour une approche économique et statistique, voir Jörn Boehnke et Victor Gay, « The missing men : World War I and female labor force participation », *Journal of Human Resources* 57, n°4 (2022), 1209-1241.

⁷ Voir Margaret Maruani et Monique Meron, *op.cit.* et Claudia Goldin, *op.cit.*

des recensements de 1911 et 1921. Ces communes appartiennent à 5 cantons de l'arrondissement de Bellac : celui de Bellac, de Bessines, de Châteauponsac, du Dorat et de Nantiat. L'échantillon issu de ces listes restreint à la population féminine âgée de 15 à 65 ans – la population en âge de travailler – contient 15 000 femmes pour 1911 et 14 000 pour 1921.

La tableau 2 rapporte, pour chaque canton et année de l'échantillon, la proportion de femmes comptabilisées comme actives dans les listes nominatives—c'est-à-dire celles qui occupent une profession marchande. 38% des femmes de 15 à 65 ans déclarent une profession sur leur bulletin individuel du recensement en 1911. En 1921, c'est le cas pour 60% d'entre elles—probablement à cause de la situation démographique à la fin de la guerre : par exemple, de nombreuses veuves doivent commencer une activité marchande afin de compenser la perte du revenu de leur mari décédé au cours de la guerre. D'après les statistiques récapitulatives du recensement, la participation des femmes aux activités marchandes en Haute-Vienne passe de 52% en 1911 à 64% en 1921. Les résultats sont donc cohérents entre les deux sources. On observe néanmoins des variations substantielles dans l'espace : par exemple, la participation des femmes à des activités marchandes dans le canton rural de Bessines est, avant-guerre, près de deux fois inférieure à celle du canton de Bellac, chef-lieu de canton et plus urbain.

Quelle est la fiabilité de ces chiffres ? Il n'est pas possible de les comparer directement à leur source première que sont les bulletins individuels car ceux-ci n'ont pas été conservés. Néanmoins, on peut regarder de plus près les communes où ils paraissent suspects. Par exemple, seules 11% des femmes à Rancon déclarent une profession, alors qu'elles sont 63% à le faire en 1921. De même, elles sont 8% à Saint-Amand-Magnazeix en 1911, mais 64% en 1921. L'anormale faiblesse des taux de 1911 peut-elle provenir de la manière dont les agents ont retranscrit la profession sur les listes nominatives à partir des bulletins individuels ? Considérons le traitement des femmes d'agriculteurs chefs de ménage dans ces communes et plus précisément le traitement des femmes mariées avec des hommes dont la profession est « agriculteur », « cultivateur », « exploitant », « fermier » ou « métayer ». Les instructions du recensement devaient les faire systématiquement classer comme actives. Or, à Rancon en 1911, aucune de ces femmes n'a de profession déclarée sur la liste nominative. Elles sont seulement 3% à Saint-Amand-Magnazeix à la même date. Dans ces cas précis, nous pouvons donc conclure que les agents n'ont pas suivi les instructions du recensement pour ce qui est du classement des femmes dans la population active.

Est-ce là un problème latent ou limité à certaines communes seulement ? Sur les 37 communes de l'échantillon, seules 15 classent plus de 50% de ces femmes comme ayant une activité marchande en 1911. En 1921, c'est le cas pour 25 communes. Si la méthode de classification de ces femmes est comprise comme un indice de l'alignement des représentations entre les agents locaux et celles de l'administration, il semble donc y avoir une certaine dissonance en 1911 qui se résout partiellement en 1921, peut-être via l'emploi de nouveaux agents plus au fait de ces changements. Ainsi, bien que les listes nominatives du recensement de la population présentent une source potentiellement riche pour l'étude du travail féminin au plus près des individus, il semble qu'il faille néanmoins les considérer avec un certain recul, par exemple en excluant de l'analyse les femmes comptées comme exploitantes agricoles, tout comme dans la partie droite du graphique.

Conclusion

Ce chapitre revient sur la construction de la mesure du travail des femmes au tournant du 20^e siècle. Comme on l'a vu, une approche quantitative du travail féminin par le biais des résultats statistiques du recensement de la population doit s'effectuer avec prudence et requiert l'utiliser un appareil critique pour appréhender la source. Une approche historienne semble une donc précondition d'une approche économiste valide. De même, l'utilisation des listes nominatives – source potentiellement riche car au plus près des individus – doit elle aussi se doubler d'un examen critique.

Bien entendu, l'analyse est ici restée sommaire. Avec les listes nominatives, il est possible d'étudier le travail féminin dans un contexte familial et local, par exemple en contrastant la participation des femmes à des activités marchandes en fonction de leur statut marital, de la structure de leur ménage, du métier de leur conjoint ou encore de la spécialisation économique de leur commune. Une alliance entre histoire et économie semble donc nécessaire pour étudier ces problématiques.

Tableau 1 : Evolution de la population active

Année	Hommes	Femmes	Part des femmes (%)
1891	11,04	4,63	29,5
1896	12,06	6,38	34,6
1901	12,91	6,80	34,5
1906	13,03	7,69	37,1
1911	13,21	7,72	36,9
1921	12,53	8,31	39,9

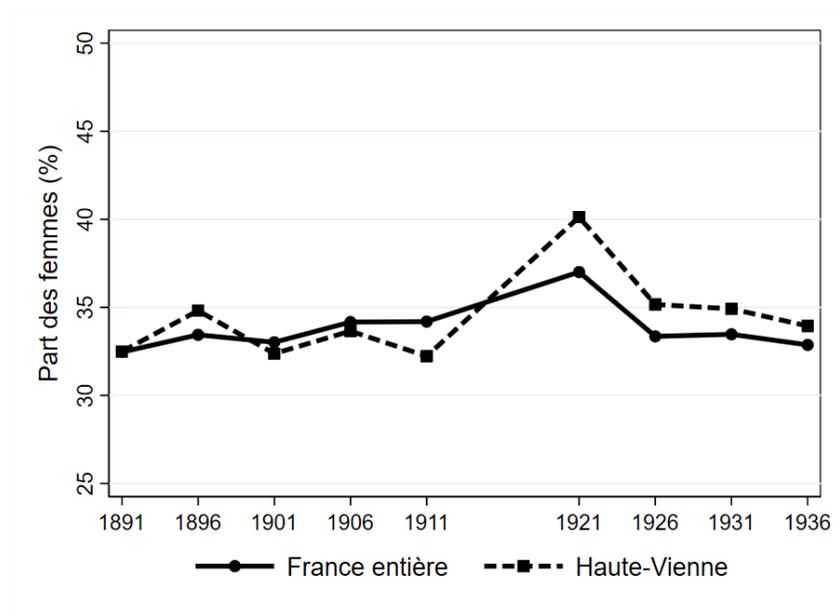
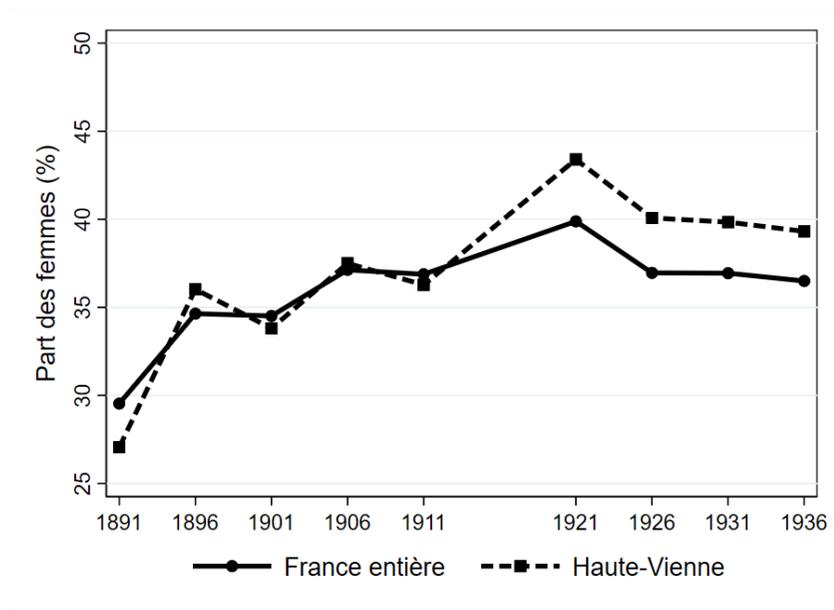
Notes : Population active en millions. Les chiffres pour 1921 concernent les 87 départements constituant la France avant la première guerre mondiale.

Sources : Résultats statistiques des recensements de la population.

Tableau 2 : Taux de participation des femmes de 15 à 65 ans par canton en 1911 et 1921

Canton	1911		1921	
	Actives (%)	Obs.	Actives (%)	Obs.
Bellac	50,4	3 270	56,4	3 025
Bessines	27,9	2 889	56,9	2 345
Châteauponsac	29,1	3 027	59,9	2 866
Le Dorat	48,3	2 851	51,0	2 765
Nantiat	35,9	3 330	72,3	3 153
Total	38,3	15 367	59,3	14 154

Sources : Listes nominatives des recensements de la population.



Graphique : Part des femmes dans la population active

Sources : Résultats statistiques des recensements de la population. Panel de gauche : chiffres bruts. Panel de droite : chiffres nets des hommes et femmes chefs d'établissement dans l'agriculture.